

Raymond H. A. Carter¹



LE CONTINENT AFRICAÏN : UNE INSTABILITÉ ENTRETENUÉ ?

« Il y a deux façons de se tromper : l'une est de croire ce qui n'est pas,
l'autre de refuser de croire ce qui est. »

Sören Kierkegaard.

Résumé : La société criminogène moderne engendre et rassemble criminels et criminalités au sein d'organisations puissantes en concurrence qui coopèrent avec des sociétés publiques et privées, au sein d'un *tryptique de la criminalité* et d'une corruption galopante ; engendrant insécurité et déstabilisation, malgré des dispositifs de lutte de plus en plus fragilisés. L'exemple de l'Afrique, frappée par cette situation, nous en donne quelques clés avec le concept de *Terro-criminalité*, pour une meilleure compréhension de cette criminalité mondialisée qui tend à confirmer une coopération orchestrée par et avec une globalisation en marche, préjudiciable au développement de l'Afrique.

Mots clefs : Conflits, Corruption, Criminalité, Désinformation, Ethnocratie, Guerre asymétrique, Ingérence, Insécurité, modernité.

Abstract: *The modern criminogenic society generates and gathers criminals and criminalities within powerful competing organisations that cooperate with public and private companies, within a triptych of criminality and rampant corruption; generating insecurity and destabilisation, despite increasingly fragile fight mechanisms. The example of Africa, affected by this situation, gives us some keys with the concept of Terro-criminality, for a better understanding of this globalised crime, which tends to confirm a cooperation orchestrated by and with a globalisation in progress, prejudicial to Africa's development.*

Keywords: *Conflict, Corruption, Crime, Disinformation, Ethnocracy, Asymmetric warfare, Interference, Insecurity, Modernity.*

1. Colonel (H) de la Gendarmerie Nationale française, docteur en Droit public, docteur en Droit pénal international, titulaire d'un Ph. D. en Relations internationales et diplomatie et diplômé en criminologie, Raymond H. A. Carter est Professeur au Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques (C.E.D.S.) de Paris, et professeur associé aux universités de Paris II et Paris V. Il a travaillé sur les cinq continents et vécu plus de dix années en Afrique, dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale. Il est également Senior Expert auprès de la Commission Européenne et auteurs de plusieurs ouvrages et articles.

MALGRÉ LE DÉSIR DE TOUT HOMME À VIVRE dans un environnement sécurisé garantissant une vie paisible, le monde d'aujourd'hui se métamorphose, entraînant les peuples dans des conflits complexes, nationaux ou entre pays, où criminalités, criminels et mafias s'affrontent ou collaborent pour leurs intérêts personnels et mutuels ; grevant ainsi l'Homme d'une réelle stabilité de vie au sein de la société de plus en plus criminogène, substratum et catalyseur d'une criminalité moderne, souvent dépourvue de justice pour en garantir existence et pérennité. Ces crimes, intégrant notre *triptyque de la criminalité* enchâssé par les facteurs aggravants de la corruption et du blanchiment d'argent, ainsi que du mensonge et de la manipulation au cœur d'une désinformation orchestrée, nous permettent notamment de constater que le terrorisme, outil majeur de déstabilisation, constitue aujourd'hui à la fois excuse et esquivé pour développer des crimes adjacents et contigus relevant de la criminalité organisée, voire des crimes de guerre, génocides et crimes contre l'humanité, que nous analysons à travers notre concept de *Terro-criminalité*, renforçant le développement d'une insécurité tous azimuts. À ce titre, l'exemple du continent Africain déstabilisé par désinformation et criminalité qui s'insinuent dans les structures publiques et privées, nous permet de mieux découvrir les limites de la fragile démocratie africaine, suivant fissures et fractures qui s'y développent entre ethno-démocratie et démo-ethnocratie d'une part, et les pressions politico-socio-économiques nationales, transnationales et internationales d'autre part, menées à la fois de façon unilatérale et multilatérale par la communauté internationale, dont l'Afrique est devenu le terrain de jeu préférentiel pour de multiples raisons ; continent au sein duquel se mêlent de nouvelles colonisations et dépendances aux conséquences fâcheuses, entretenues par ces mêmes corruption et désinformation orientées de façon interne par ses propres locataires, et de façon externe par d'autres *vacataires* internationaux ; avec des impacts directs sur la population, victime à la fois de l'hégémonie des super-grands et d'une insécurité grandissante ; criminalité exponentielle qui nous semble, par ailleurs, confirmer collusion et complicité avec globalisation et universalisme aux commandes comme tend à le confirmer notre présente étude².

La situation criminelle

La société actuelle, criminogène à souhait, est devenue le catalyseur d'une criminalité moderne polymorphe, multisectorielle et multidisciplinaire, qui

2. Carter Raymond H. A., "*Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa*", Ph. D. degree of Doctor thesis in International Relations & Diplomacy, Académie de Paris, EHEIP-CEDS), 18th November 2022 à Paris-Défense, pp. 297-304

internationalise les activités criminelles au fur et à mesure de la mondialisation des structures qui ont de plus en plus à en connaître. L'idylle coupable entre corruption active et passive de plus en plus internationalisée et blanchiment d'argent, alliés à mensonges et manipulations de la désinformation, connaît des répercussions graves au niveau mondial, et sont de nature à mieux vassaliser les pays et les contrôler par le jeu inavoué de criminels qui, souvent en délicatesse avec la justice³ tout en n'en étant pas moins protégés par immersion politique et systèmes, se sont unis de manière à les mieux circonscrire et investir ; galants rassemblés autour du gain à n'importe quel prix, dont l'histoire, stigmatisant diverses origines aux causes et conséquences funestes, favorise l'asservissement de l'Homme par l'Homme au profit de lucre et bénéfices rassemblés autour de nantis et carriéristes ; criminalité qui fait aujourd'hui l'objet d'une lutte internationale mise en œuvre par de nombreux accords de coopération, souvent sans coordination, fragilisée par la même corruption galopante. « Un acte est criminel quand il offense les états forts et définis de la conscience commune. Nous ne le réprouvons pas parce qu'il est un crime. Il est un crime car nous le réprouvons »⁴ écrit Durkheim. Un crime deviendrait-il un but, plutôt qu'un moyen ? Pourrait-il être reconnu en tant que tel ? Et si le crime est nécessaire pour faire évoluer le droit et permet la cohésion sociale, selon cet auteur, l'inverse pourrait y tendre également. Les facteurs déclenchant le passage à l'acte suivent axes et logiques de cette diagonale criminelle et la volonté d'adopter le comportement délictueux. La délinquance juvénile, par portabilité et substance toxiques interposées, constitue plus que jamais le noyau du Crime⁵. Alors que pour Lombroso, le criminel est une variété biologique, il est un produit social selon Tarde. Mais il n'y a pas de théorie systématique comme le démontrera Ferri en explication pluraliste⁶. Même si pauvreté de la masse juvénile croissante et fractures sociales constituent les premières causes retenues, consommation abusive d'alcool et de drogue s'ensuivent ; et les guerres, misères en milieu rural, exodes ruraux, explosions démographiques, chômage de masse, tout comme manque d'éclairage public, déficit des postes de police de proximité, ... fragilisent le futur citoyen. Depuis les années 1970, le néo-criminel, qui en est la résurgence, émerge dans

3. « La justice élève une nation, mais l'injustice est la honte des peuples » *Proverbes*, 14 :34.

4. Émile Durkheim, *De la Division du travail social*, Paris, PUF, (1893), 12^e éd., 1960, p. 35-39 ; Jean Jean-Paul, *Le système pénal*, Paris, La Découverte, 2008.

5. Sweeten G., Piquero A.R. et Steinberg L., « *Age and the explanation of crime* », revisited, *J. Youth Adolesc.* 2013; 42 (6) : 921-38).

6. Burgess Ernest W., « L'étude du délinquant en tant que personne », *Déviance et Société* 2003/2, vol. 27, pp. 111 à 130.

toutes les catégories sociales. Températures et Météorologie criminelles⁷ restent variables suivant les tropiques et les cultures des pays, et n'en demeurent pas moins des instruments à la fois indicatifs et significatifs d'une montée de la Criminalité internationale qui s'en accommode au mieux. Les trajectoires criminelles, urbaines et rurales, nationales ou internationales, peuvent également renforcer les tendances des locataires du Triptyque de la Criminalité (Crime organisé, Terrorisme, Crime de guerre et contre l'Humanité⁸) tout en permettant des prédictions en regard de son développement et d'éventuelles récidives⁹. Criminalités et individus à risque se développent ensemble par diverses attractions, s'auto régénérant à la surface du globe au détriment de stabilité, justice, liberté et de paix. Si de nombreux commerces illicites s'entremêlent sur le terrain, les trafics de drogues, d'armes et d'êtres humains y tiennent les 3 premières places. Ne pouvant tous les évoquer ici, nous en livrons quelques données. Les trafiquants (Cartels, etc.), liés au Crime Organisé, substratum criminel en Afrique encadrés par toute une engeance criminelle, jouent un rôle expansionniste entre producteurs et consommateurs, accompagnés de violences tant *publiques* que *privées*, affectant les secteurs politico-socio-économiques des pays transitaires comme destinataires, et les déstabilisant. Il existe de nombreuses définitions du Crime Organisé et nous en donnons une plus large¹⁰. L'Afrique est le premier producteur mondial de cannabis¹¹ en 2016 et sa production au Maroc alimente près de 80 % du marché européen, à commencer par la résine de cannabis¹². Au niveau des armes, une personne meurt tuée par une arme toutes les minutes et quinze armes seraient produites à la minute ; ce trafic représente 500 000 civils et militaires qui perdent leur vie chaque année par armes légères, sans compter les

7. Bourque Alain, « Les changements climatiques et leurs impacts », 'Vertigo', la revue électronique en science de l'environnement, Volume 1 numéro 2, septembre 2000.

8. Carter, Raymond H. A., *Le tribunal pénal internationale pour l'ex-Yougoslavie*, préface de Jean Pradel, Édition de l'Harmattan, 2014 ; et du même auteur *Procédure au sein du Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie*, Doctorat en Science Judiciaire : Droit pénal international – Université de Poitiers – 2001-2004.

9. Lussier Patrick, « Trajectoires criminelles et récidive des délinquants sexuels adultes : l'hypothèse "statique" revue et corrigée », *Revue Criminologie*, Les presses universitaires de Montréal, Volume 43, numéro 2, Automne 2010.

10. Carter Raymond H. A., *Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal: Lessons of Africa*, *op. cit.*

11. Carter Raymond H. A., *Pharmacodépendance et Pharmacodélinquance*, Préface du professeur R. Bourdon et du docteur L. Hovnanian, Chiron 1990.

12. Rapport de l'O.I.C.S. de 2016. Voir également Carter Raymond H. A., *Évolution et lutte contre la production, la consommation et le trafic des drogues en Afrique subsaharienne*, Doctorat, Université de Nice – Sophia – Antipolis, Faculté de droit, Sciences économiques et gestion – 1991-1994.

innombrables blessés et mutilés, notamment chez les enfants ; ajoutant pour 2007 que « 650 à 850 millions de petites armes à feu sur terre (76,5%) sont en fait détenus par des civils, le reste l'étant par les diverses armées et forces de l'ordre »¹³. En ce qui concerne la traite des êtres humains et les migrants illégaux en forte croissance et en partie liés, ils empruntent les mêmes itinéraires. On estime le nombre annuel de victimes de cette traite entre 700 000 et un million¹⁴. À l'échelle mondiale, ces deux activités sont au 3^{ème} rang des sources de revenus du crime organisé, après le trafic de drogues¹⁵ et d'armes à feu¹⁶.

La corruption croissante gangrène nos sociétés, tandis que des paradis fiscaux prolifèrent, engendrant peur et injustices dans leur sillage, provoquant des drames aux conséquences désastreuses sur les populations. Ils entraînent des dérives graves aux niveaux étatiques et politiques, passant de l'Homme d'État à l'Homme politique puis au businessman, les dirigeants autonomes se faisant rares, jusqu'à trouver des États sans Chef. D'où une perte de confiance en l'État et ses représentants, dont la puissance se déconstruit de l'intérieur, atrophiant liberté, égalité et fraternité et ruinant la Nation, et de l'extérieur par des pressions supra-internationales et une religion supra-étatique qui ne dit pas son nom. Pour mieux opacifier rôles et responsabilités, de nombreuses voix s'élèvent afin d'accuser et condamner les anciennes puissances coloniales d'Afrique, montrées du doigt pour tous les maux d'aujourd'hui, et à qui l'on impose, sans pudeur ni dignité, demandes d'excuses et de repentance, tandis qu'apparaît une néo-colonisation Sud-Nord au profit des leaders locaux, soutenus par les Tenants d'intérêts supranationaux. La corruption (grande, petite, palliative, d'acquisition, marchande ou de proximité, favoritisme, extorsion, etc.), active comme passive, définie différemment selon les pays, favorise le viol de droits humains fondamentaux¹⁷ et accumule montagnes d'argent. Ainsi, entre 2001 et 2002, 1000 milliards de dollars, représentant environ 3 % des échanges de la planète pour cette même période, auraient été détournés en

13. Valverde Benjamin, *Le Trafic illicite d'armes légères*, travail universitaire de DESS de géopolitique, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne/ENS, p. 9.

14. *Évaluation binationale de la traite de personnes* – Canada, États-Unis, 2006.

15. Carter, Raymond H. A., *Vers un développement de la culture illicite du Papaver somniferum L. en Afrique subsaharienne*, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris – Laboratoire d'ethnobiologie-biogéographie, thèse de doctorat sous la direction du Professeur Yves Monnier, Juin 1995 (non soutenue).

16. *Évaluation binationale de la traite de personnes* – Canada, États-Unis, 2006.

17. Doucin Michel, *La corruption, atteinte aux droits de l'Homme, l'Afrique incertaine*, fiche d'analyse, Paris, mars 2005.

pots-de-vin suivant la Banque mondiale¹⁸ ; tendance qui ne cesse d'évoluer. Cette liste n'est pas exhaustive, tout comme celle définissant la corruption, dont l'équation schématique « Corruption = Monopole + Pouvoir – Transparence »¹⁹ permet de mieux sérier les domaines potentiellement sensibles pour l'y accepter et intégrer. La désinformation sous toutes ses formes (affabulation, en ligne, contre-information, etc.) gagne du terrain et s'institutionnalise dans la majorité des pays, autour du mensonge, favorisant entrisme et subjectivisme ; renforçant ainsi la corruption ; au point qu'il existe aujourd'hui, visiblement, des agences de désinformation²⁰. Quel que soit le niveau d'utilisation (national, international, etc.), elle est présente et solidement entretenue à travers des dissimulations, contrevérités, et impostures permettant de tromper les citoyens du monde. À qui profite le crime ? La cybercriminalité l'y aide, renforçant anonymat dans nos institutions, déresponsabilisation, voire irresponsabilité ; privilégiant en parallèle développement de liens et contacts confidentialisés pour mieux dissimulés l'esprit qui l'anime. Elle permet de mieux s'abstraire des contrôles nationaux ; et le supranational tient le national en l'état, sans les garanties attendues. Le contrôle international ne devrait-il pas être une extension du contrôle national ; et non l'inverse ? Avec des agences de renseignement nationales intègres, fiables et protégées, dédiées à suivre les évolutions de la criminalité internationale, œuvrant au bénéfice de la Nation et de ses intérêts. Une morale exsangue emprunte de mensonges, laisse place à un libertinage intellectuel entre devoir et droit, au point de fragiliser le premier au profit du second, en faveur de la corruption ; également favorisée par une prolixité des textes de loi allant jusqu'à affaiblir vérité et justice pour asseoir une injustice de plus en plus insoutenable. Le meilleur texte de loi, n'en demeure-t-il pas, à ce jour et jusqu'à preuve du contraire, Les Dix Commandements²¹, notamment dans sa lecture évangélique²², qui, s'ils étaient tous respectés, arrangerait bien des choses ?

18. *Le coût de la corruption*, Banque Mondiale du 08 avril 2004.

19. Klitgaard Robert, *Controlling Corruption*, University of California Press, 7 mars 1988, 230 p. Voir également de Lenglet Robert et Touly Jean-Luc, *L'eau des multinationales - Les vérités inavouables*, éd. Fayard, 2005 ; de Madelin Philippe, *L'Or des dictatures*, éd. Fayard, 1993 et du même auteur *Dossier I ... comme Immobilier*, éd. A. Moreau, 1974 ; de Thiollet Jean-Pierre, *Beau linge et argent sale*, Anagramme éditions, 2002 et du même auteur *Les dessous d'une Présidence*, Anagramme éditions, 2002.

20. Vr. l'ex. des soupçons d'ingérence au sein de BFMTV (également visé avec CNEWS) par une agence de désinformation israélienne.

21. Livre d'Exode, chapitre 20, versets 2 à 17.

22. Wieland Robert J., *Un Nouveau regard sur la Loi de Dieu – Comment les 10 commandements deviennent une bonne nouvelle*.

Le terrorisme²³, comme la piraterie maritime²⁴, à la fois but et moyen d'une politique, permet de mieux dissimuler des activités criminelles conduites sur le terrain par le crime organisé. Dans sa globalité, il utilise diversement la violence comme moteur actif et incontesté notamment en Afrique. Et même si d'aucuns s'y alignent allégrement, il n'est pas possible de mettre sur le même plan narcoterrorisme, lutte armée du Hamas palestinien, attaque contre le World Trade Center du 11 septembre 2001 ou violences dans le Sahel, du fait que ces événements, se situant à des niveaux différents, n'utilisent pas à proprement parler la même violence, toujours appréhendée de façon plus subjective qu'objective²⁵. « Si le terrorisme est une forme de violence, sa nature est spécifique et ses formes elles-mêmes sont multiples.²⁶ » Il est devenu très courant en Afrique, d'usage facile, voire confortable et arrangeant, permettant notamment à plus embuer que clarifier l'origine de certaines violences ; ce qui permet, sinon de la légitimer, tout au moins de disqualifier la violence de l'Autre²⁷ et de la rendre acceptable, acceptée. Le terroriste devient celui qui ne dispose pas d'une légitimité suffisante. En fait, c'est moins tel ou tel comparse que la relation d'acteurs qui sera qualifiée de terroriste. Il n'y a donc pas un terrorisme, mais des terrorismes²⁸, voire du terrorisme²⁹ pour tourmenter l'État et population afin de les contrôler. Ainsi, la nature des actes et la fonction-objectif de la violence seront traversées par des similitudes. Suivant les cas, ses définitions, dont le nombre est évalué à plus de 100, prennent pour origine l'acte, l'auteur ou la cause. Le

23. Carter, Raymond H. A., *Improving prevention Protection against terrorism and other criminal attacks on schools and educational institution* in International Journal on Criminology – Spring 2017, volume 5, number 1, pp. 79-92

24. Carter Raymond H. A., « La piraterie maritime, à la fois “brigandage” et “terrorisme maritime” dans le Golfe de Guinée et en Côte d'Ivoire », *Revue 'Enjeux Diplomatiques et Stratégiques 2013'* du Centre d'Études Diplomatiques et Stratégique (C.E.D.S.), sous la Direction de Pascal Chaigneau, pp. 321 à 330.

25. Hoffman, B., Hoffman D.K. (1995). “The Rand-St Andrews Chronology of International Terrorism, 1994.” *Terrorism and Political Violence*, 7: 178-229.

26. Deffarges Thierry, « Sur la nature et les causes du terrorisme », *Revue Tiers Monde*, Vol. 44, n° 174, 'Entendre les violences' (avril-juin 2003), publication de la Sorbonne, pp 369-392.

27. Bigo, Didier (2001), *Internal and External Security(ies): The Möbius Ribbon.Identities, Borders, Orders. M. Albert, D. Jacobson and Y. Lapid*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001, pp. 91-116.

28. Hermant Daniel & Bigo Didier, « Un terrorisme ou des terrorismes ? », *Revue Esprit*, n° 94/95 (10/11), 1984, pp. 23-37 (15 pages) <https://www.jstor.org/stable/24271874> ; et Carter Raymond H. A., « Le terrorisme international peut-il être combattu plus efficacement – Prévention et information sont nécessaires pour faire reculer cette insécurité et affronter au mieux cette 'guerre moderne' », *Valeurs actuelles*, 14 Avril 2016, p. 92.

29. Carter Raymond H. A., *La Sécurité des Transports, les transports face aux risques et menaces terroristes*, P.U.F., Questions judiciaire, 2008.

problème, c'est qu'au-delà de ces aspects analytiques, qui amènent quelques compréhensions au phénomène du terrorisme, l'échelle de la violence n'a cessé d'y augmenter diversement depuis les années 1990, instituant ainsi l'instrumentalisation de la terreur tout en y rationalisant le spectaculaire sacrifice de ses suppôts, toujours assassins. S'y inscrit l'augmentation de groupes religieux radicalisés, développant une culture de la violence, comme celle des groupes islamistes radicaux, du fait que les civils en sont les cibles légitimées dans nos sociétés occidentales décadentes à leur vue, et non acceptées, sauf pour y vivre. Cependant, sur le terrain africain, le terrorisme islamique touche aujourd'hui les musulmans ! Et le crime organisé tient le terrorisme en l'état ! Le problème du renoncement à la violence, rarement respecté, ainsi que celui de la légitimité politique des organisations terroristes³⁰ gardent à la fois actualité et acuité ; sachant que la légitimité ne peut pas découler du simple exercice de la violence, mais d'une neutralité bienveillante, voire du soutien d'une partie de la population qui fonde sa substance politique³¹ ; ce qui confirmerait, s'il était utile, la difficulté à définir de façon globale le terrorisme. D'où l'importance d'une analyse plus approfondie sur ce terrorisme africain et ce qu'il peut cacher pour en opacifier sa compréhension. « Par la nature de ces actes, le terrorisme est à la fois proche de la guerre et de la criminalité et sa fonction-objectif en fait une forme de violence politique proche des crimes politiques et de haine.³² »

Peut-on déconstruire le terrorisme pour une meilleure compréhension ? Notre concept de Terro criminalité³³, constituant une orthopraxie personnelle, s'appuie sur le constat d'une instrumentalisation de l'idéologie à des fins criminelles personnelles ; d'un échange entre une fausse radicalisation et une vraie criminalisation. La radicalisation recherche une affirmation d'un nouveau contexte idéologique, et reste l'un des points importants du *néo-terrorisme* ; car elle se traduit par une violence des plus extrêmes où le martyrisme n'est pas absent. L'objectif principal du concept de Terro-criminalité est de présenter la possibilité d'un mensonge criminel (voire un criminel mensonge), d'une allégeance tronquée et d'une trahison en regard de la vraie finalité du terrorisme et de ses représentations internationales,

30. Bueno de Mesquita Bruce in *Predicting Politics*. Columbus, OH: Ohio State University Press, 2002.

31. Choquet Christian, « Terrorisme, criminalité organisé et défense », *Revue Droits et Défense*, Éditions Lavauzelle, 2001/2.

32. Krueger Alan B. & Malec`kova Jika, "Education, Poverty and Terrorism: Is there a Causal Connection?", *Journal of Economic Perspectives*, Volume 17, Number 4, Fall 2003, pp. 119-144.

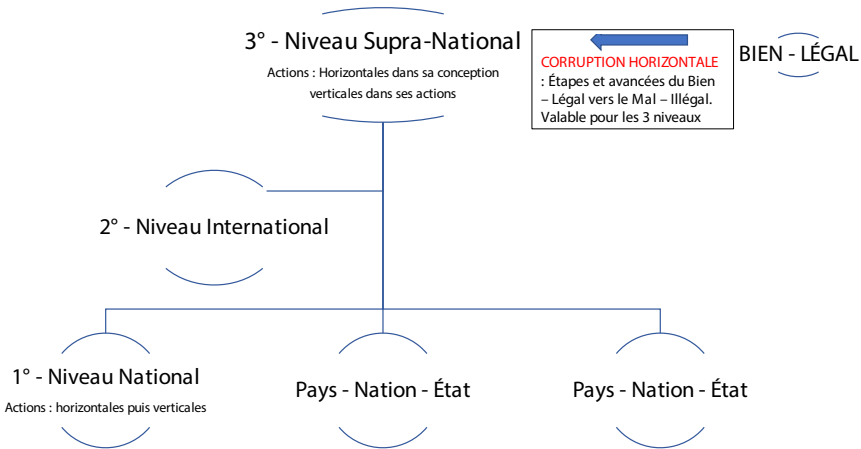
33. Carter Raymond H. A., *Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa*, op. cit.

détournées pour d'autres motivations et avantages personnels. Puis de démontrer que l'on peut cacher la réalité d'une criminalité connexe, contiguë et adjacente aux objectifs et buts différents qui, en s'adossant au terrorisme et ou sa cause prétendument noble, en permet l'exploitation, tout en légitimant les actions criminelles (leur Terro-criminalisation) ; desservant de fait la cause terroriste, acceptée ou non, en de multiples façons, et autorisant ces double-menteurs à désinformer de surcroît et à tromper population et observateurs. Le terrorisme y sert alors d'excuse et d'abri (devanture) pour les activités criminelles qu'il dissimule, œuvrant plus pour l'intérêt individuel que collectif. Pratiques rendues plus opaques dans des zones où le contrôle reste inexistant et/ou inopérant par l'absence de l'État. Un néo-banditisme se développe en s'appuyant sur l'excuse du terrorisme, pour mieux tromper et faire peur à l'État, auquel il se substitue, même s'il n'en subordonne pas totalement sa cause première terroriste, ainsi qu'à la population lorsqu'il investit des groupes armés (VDP, etc.), souvent mauvais voisin vigilants (!) qui devraient protéger celle-ci. Nous y rencontrons d'autres complicités externalisées, susceptibles de prendre place au sein d'actions corruptrices directes et/ou indirectes également externalisées pour les besoins de la *Terro-criminalité* ; autofinancement de groupes non financés, mené à travers différents trafics (drogues, faux médicaments, etc.), en direct, ou avec le Darknet. L'internationalisation du crime organisé et de la corruption, renforcée par la désinformation, demeure l'un des plus importants succès du phénomène de mondialisation tout en restant un de ses défauts mortels³⁴, voire une faiblesse pas suffisamment exploitée dans la lutte à son encontre. La puissance des organisations criminelles est telle, en certains lieux, que l'action de la justice et des forces de police et de gendarmerie y est freinée, entravée par une coordination sécuritaire et juridique inadaptée, voire neutralisée à souhait à tous niveaux, tandis que des personnes qui tentent noblement de s'y opposer subissent menaces et autres risques, allant parfois jusqu'à des assassinats³⁵. Selon notre analyse, la mondialisation du crime est l'échange généralisé et contrôlé de services illégaux entre les cinq continents sur l'espace commun de transactions et d'actions, où financements mêlés (licites et illicites), plaques tournantes, paradis fiscaux et pouvoirs de réseaux organisés sont partagés au profit des plus riches et plus forts ; lecture s'inscrivant en parallèle d'un universalisme en marche, que cette mondialisation criminelle nous confirme de plus en plus, au sein d'une supranationalité globale pour ne pas dire

34. Halliez Grégoire, *La Mondialisation du Crime, le vrai crime de la mondialisation ?*, les dossiers des Yeux du monde, n° 5, p. 1/13, Mai 2014.

35. Caruana Galizia Matthew, *Comment l'internationalisation du crime organisé et de la corruption a tué notre mère Lejecos*, mercredi 30 janvier 2019 ; traduit de l'anglais par Patrice Horovitz.

d'une supra-internationalité de 3° niveau, englobant une oligarchie de centimilliardaires et leurs complices (vr. schéma joint), qui s'opposent (et s'interposent) à la fois au principe de souveraineté de l'État, où l'on substitue au gouvernement des Hommes l'administration des choses, et à la Nation (Art. 3 DDH 1789), tout en instaurant, sans le dire, une religion d'État en base d'une souveraineté mondiale. Démarche qui intègre une course à la colonisation du monde par une contre-colonisation sur base de néo-colonisation globalisée et orchestrée aux plus hauts niveaux (Lobbies, financiers et autres dirigeants mondiaux, Papauté, etc.) en utilisant plus ou moins directement support et soutien d'une criminalité internationalisée, au sein d'un espace puis d'une gouvernance supra-internationale gérant toutes les nations, en en diluant entité et indépendance, ne nécessitant ni appui de citoyenneté ni approbation démocratique, démocratiquement arbitraire ou arbitrairement démocratique, comme nous l'avons établi³⁶, le quantitatif ne s'accordant pas forcément avec le qualitatif au sein de la multiplicité des institutions internationales dont le nombre grandit mais pas leur efficacité réelle, vérolées par la corruption.



L'Afrique face à la société criminogène

En Afrique, de l'homme au groupe, puis de la tribu à l'État, en passant par l'ethnie, s'organise une société, devenue également criminogène. D'où une démocratie

36. Carter Raymond H. A., *Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa, op. cit.*

qui n'en savoure que le nom, sans en partager réellement souveraineté et avantages pour et avec sa population, au sein d'une humanité restée à la fois sauvage, barbare et civilisée, n'en déplaît à Morgan³⁷. En Afrique, le Roi « n'a qu'une seule charge, celle de Roi. Les devoirs et activités différentes, les droits, prérogatives et privilèges qui s'y rattachent en font un tout unifié »³⁸. C'est un point à prendre en compte dans les pays africains où il existe, de manière sous-jacente, une superposition plus ou moins dépendante de ce système avec celui de la démocratie et inversement, au sein d'une néo-ethnocratie³⁹, (ethnocratie ou tribocratie) sur la base socio-économique engendrée par ses activités principales (agriculture & élevage), sans évoquer une cohabitation plus ou moins forte entre le Politique et le Religieux, où Ethnie et État s'y superposent encore, avec une parenté forte autour d'un néo-présidentialisme à l'africaine.

L'Afrique concentre environ 30 % des réserves minérales mondiales⁴⁰. Après avoir été asservis et exploités par l'Occident, et considéré à Bandung en 1955 comme pays du tiers-monde entre les deux grands blocs occidental et soviétique, de nombreux pays africains se sont tournés vers l'Est. La Chine veut aussi créer un nouvel ordre mondial, comme les États-Unis avec la complicité de l'Europe. Selon la Banque mondiale, 27 pays d'Afrique présentaient en 2017 une augmentation préoccupante de leur dette. En 2008⁴¹, sur 36 conflits graves répertoriés dans le monde, 13 sont situés en Afrique où 15 pays sur 54 y sont directement concernés par une crise d'intensité moyenne à haute. Et la situation ne s'améliore pas avec le temps. En octobre 2015, sur 16 opérations de maintien de l'ordre menées par l'O.N.U., 9 se situent en Afrique ; et en mai 2016, sur 10 situations sous enquêtes de la C.P.I., 9 concernent l'Afrique, notamment avec le conflit du Rwanda qualifié de génocide⁴². Conflits et violences vont s'y succéder, s'entrecroiser et se multiplier. Et malgré différentes interventions de sécurisation, les groupes djihadistes à fort ancrage local, voire ethniques, se reconstituent et ne cessent de gagner du terrain par le biais d'une guerre asymétrique menaçant lourdement l'équilibre fragile des

37. Morgan H. Lewis (1918-1881), *Ancient Society*, New York, Henry Holp, 1877, p. 106.

38. Radcliffe-Brown A. R., préf. in *Systèmes politiques africains*, par Meyer-Fortes et Evans-Pritchard, Eds., Paris, P.U.F., [1940] 1964, p. 21.

39. Bouchard Gérard, *Les nations savent-elles encore rêver ?*, Boréal, 2019, p. 342.

40. Alderson Kelly et Meale Élisabeth, *Industrie extractives - vue d'ensemble*, Banque mondiale, 15 septembre 2015.

41. Tertrais Bruno (dir.), *Atlas militaire et stratégique*, Paris, Autrement, 2008.

42. Carter Raymond H. A., *Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, op. cit. ; Juger les individus responsables de génocide, de crime de guerre et de crimes contre l'humanité*, sur *icc-cpi.int* ; et de Tirthankar chanda, *Rwanda : aux origines du génocide*, RFI, 17 avril 2014.

pays du Liptako-Gourma et d'autres. Si, selon certains observateurs, trois catégories principales d'insécurité vont s'installer sur ce continent, comme résultat des pratiques politiques (mauvaise gouvernance, etc.), de la faiblesse de l'État (corruption, etc.) et d'autres insécurités exogènes (la financiarisation et la globalisation de l'économie – le *dumping*), nous y préférons une distinction plus duale liée sur ses origines endogènes et exogènes qui n'en souffrent pas moins plusieurs types d'insécurités d'origines et formes diverses, parfois imbriquées en conséquence du *tryptique de la criminalité* internationale frappant aussi le continent Africain. De nombreux autres trafics importants, en dehors de drogues, armes et êtres humains, y sont présents, comme celui des cigarettes, dont Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) bénéficiera sous la conduite de son chef historique Mokhtar Belmokhtar, alias Mister Marlboro⁴³; tout comme la vente de cigarettes de la British American Tobacco qui participent au financement de groupes djihadistes ou séparatistes du Nord Mali via un système de sur-approvisionnement du pays en tabac, permettant le départ d'un milliards de cigarettes vers la contrebande⁴⁴; et ce même si, suivant divers auteurs, « la contrebande est l'une des stratégies pour conquérir des marchés fermés »⁴⁵. Le spectre du Crime Organisée balaie très large, comme nous le confirme le terrain, et autour duquel se retrouvent les crimes de notre Tryptique de la criminalité. L'Afrique s'inscrit dans le sillage d'une mondialisation criminelle⁴⁶ des « foyers terroristes (...) qui se concentrent dans un croissant s'étirant du Pakistan au Sahel »⁴⁷, en véritables fossoyeurs ; mondialisation qui avait aussi pesé dans les printemps arabes de 2011⁴⁸, en Égypte et en Tunisie⁴⁹, ainsi que dans le conflit libyen, conjuguée à la problématique terroriste internationale⁵⁰.

Comme nous l'avons constaté sur le terrain, aucun secteur n'est épargné par la mauvaise gouvernance et la corruption qui l'entretient. S'y succèdent indépendances

43. « Mokhtar Belmokhtar : dernière cartouche pour "Mister Marlboro" ? », *Libération*, 15 juin 2015.

44. Kehoe-Down Aisha (OCCRP), CENOZO, Gaston Sawadogo (L'Évènement), and Tom Stocks (OCCRP), "British American Fights Dirty In West Africa", sur OCCRP, du 8 Avril 2021.

45. Collot Nadia, *L'industrie du tabac organise la contrebande*, Avril 2006.

46. Hugon Philippe, « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodote*, vol. 3, n° 134, 2009, pp. 63-79.

47. Berg Eugène, « La nouvelle géopolitique des conflits », *Géoéconomie*, vol. 5, n° 72, 2014, pp. 215-230.

48. Marty-Gauquié Henry, « La Communauté internationale et le Printemps arabe : aspects économiques », sur *Convention-s.fr*, du 28 février 2013.

49. Charillon Frédéric, « L'après Printemps arabe dans les relations internationales. De l'espoir politique à l'inquiétude stratégique ? », sur *diploweb.com*, du 27 mars 2013.

50. Gallet Archibald, « Les enjeux du chaos libyen », *Politique étrangère*, sur *ifri.org*, 2015.

et néo-colonisations au sein d'une fausse décolonisation et d'une pseudo indépendance ; facilitant le jeu de la communauté internationale qui y participent de différentes manières entre le block des Grands (Europe, Chine, Russie, Turquie, États-Unis d'Amérique, etc.) et l'action propre de chaque pays *in situ*. Ce qui nous fait dire que la dépendance de l'Afrique reste très discutabile aujourd'hui, et pas assez discutée. Ici, comme ailleurs, la solidarité, en dépit d'un *panafricanisme* mis en avant, reste un mot plus qu'un vécu. Quand les fondements sont sapés, la chute n'est pas loin. Les problèmes politiques, ici encore, n'y sont pas pris en compte pour favoriser un discours holistique constructif au profit du développement de ce continent que l'on fragilise pour mieux l'asservir et s'en servir. Si la démocratie n'a pas de prix, elle a un coût, aussi excessif que polémique, comme pour le processus électoral (sécurisation des bureaux, etc.). Pour les élections présidentielles, par exemple : 252 millions € en 2010 en Côte d'Ivoire versés par les partenaires internationaux ; 47 millions € au Burkina-Faso en 2015 ; 76 millions € en 2018 au Mali ; etc. Tout cet argent est sacrifié sur l'autel d'une mauvaise gouvernance, regroupant 10 % d'alternance, car des dirigeants renouvellent leur siège par constitution révisée... Et contrairement aux idées reçues, démocratie ne signifie pas développement, ne le garantit pas. La mauvaise gouvernance en est l'une des raisons majeures, tandis que l'insécurité devient la règle. Crises et conflits violents s'y succèdent au sein d'une insécurité entretenue et de la peur du terrorisme et de la terro-criminalité qui desservent population et développement ; y instaurant de façon pérenne sentiment et réalité d'insécurité. Une politique du faire semblant s'y développe. La désinformation y tient une place de choix. Des stratégies antiblancs et anti-français, anti-étrangers y évoluent par un jeu inavoué entre Leaders politiques locaux et néo-colonisateurs, en parallèle d'une néo-colonisation sud-nord qui ne dit pas son nom, dont profite nantis et corrompus pour en tirer un profit direct et asseoir leur devenir ; utilisant médias et réseaux sociaux pour accuser l'Occident de tous les maux qui frappent leur citoyen, afin d'en mieux manipuler la population.

Une homogénéité de catastrophes s'y accentue, notamment en Afrique subsaharienne devenu le terrain de jeux de la communauté internationale. L'Afrique accumule des problèmes d'instabilité, comme l'excès de formalisme (multiplication des textes, ...), qui rejoint souvent l'inintelligibilité, et de nature à paralyser les actions, les acteurs économiques et sociaux à tous les niveaux de l'État, avec l'excès d'égalitarisme susceptible de devenir un piège pour la société en recherche d'égalité réelle en son sein, tout comme au niveau du droit pour une meilleure justice. Les bases des structures institutionnelles en place, fragilisées par des déstabilisations de circonstance entre ethno-démocratie et démo-ethnocratie, vivent une dualité que l'on

essaie de voiler pour mieux y survivre ; et ce à des fins d'abord personnelles. L'Afrique est traversée par un arc de crise djihadiste d'Ouest en Est, le long de la marge Sud du Sahara, de la Mauritanie jusqu'à la corne de l'Afrique⁵¹ et du Nord-Est au Sud-Ouest plus récemment ; au point que ces mouvements terroristes⁵² ont fini par acquérir sur le continent africain une importance ayant entraîné l'implication directe et internationale de plusieurs pays (La France, à travers les opérations *Serval* puis *Barkhane* ; les États-Unis d'Amérique par l'opération *Enduring Freedom – Trans Sahara* ; la Russie avec *Wagner*, etc.), visant à soutenir les *gouvernements amis* ainsi que pour, officiellement, affaiblir des foyers terroristes susceptibles d'intervenir à l'échelle internationale tout en entretenant une mondialisation criminelle, à travers des trafics juteux comme celui de la drogue⁵³. Ce nouvel arc de crise⁵⁴, lié aux nouveaux terroristes islamistes⁵⁵, fut raccroché par certains à l'ancien arc de crise, faisant courir globalement cette zone d'incertitude depuis la Mauritanie jusqu'à l'Afghanistan. On comprendra ainsi l'importance de prendre en compte ces groupes qui perpétuent leurs crimes à la fois idéologiques (Terrorisme) et capitalistes (Crime organisé et terro-criminalité) sur le continent africain et dans le Sahel. Une forme de néo-libéralisme *ne s'instaurerait-elle pas* dans les pays africains avec une inconséquence aux multiples facettes pour leurrer les gouvernants et fausser la bonne gouvernance ? L'Afrique subsaharienne détient le triste record du plus grand nombre moyen de morts par acte terroriste (6,7 morts)⁵⁶ en 2015, à travers les actions menées par les principaux groupes terroristes⁵⁷ (Boko Haram qui reste le groupe terroriste de plus meurtrier au monde⁵⁸, E.I.G.S., etc.) qui y vivent et perpétuent leurs crimes, et de Terro-criminalité. Il y a de nombreuses allégeances à l'État Islamique, doté de ses propres médias. Les groupes sont vainqueurs puis victimes (E.I.G.S.). Au Burkina-Faso, le djihadisme a créé 2,7 millions de personnes affectées par une faim aigüe en 2021. Au Sahel, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire y a augmenté de 60 % entre 2015 et

51. Hofnung Thomas, « Un arc de crise jihadiste », *Libération*, 23 septembre 2013.

52. L'Hôte Mathilde, « Djihadisme en Afrique : le terrorisme oublié 2/2 », *Le journal international*, 24 mai 2016.

53. Abderrahmane Abdelkader, « Terrorisme et trafic de drogues au Sahel », *Le Monde*, 19 juillet 1912.

54. Eurorient, *L'Iran paradoxal : un péril ou en péril ? Dogmes et enjeux régionaux*, l'Harmattan, 2008, 277 p.

55. Laurent Dupuis, « Les 18 principaux groupes islamistes armes du monde », *La Croix*, 23 septembre 2014.

56. *Global terrorism index 2015*, Institute for economics and peace.

57. Dupuis Laurent, « Les 18 principaux groupes islamistes armes du monde », *La Croix*, 23 septembre 2014.

58. *Global terrorism index 2015*, Institute for economics and peace. *Ibid.*

2018, sachant que la sécheresse frappe de plus en plus régulièrement cette région. La violence liée à l'E.I.G.S. a plus que doublé en 2020, avec environ 4 250 morts, soit une augmentation de 60 % à partir de 2019, y provoquant un désastre humanitaire. Mais il ne faut pas oublier que d'autres groupes, plus légitimes en apparence parfois, sillonnent les mêmes secteurs que les djihadistes, susceptibles de devenir spontanément des terro-criminels profitant de la conjoncture pour s'en prendre à la population locale tout en générant une difficulté dans l'identification des groupes de criminels et Hommes Armés Non Identifié (HANI), tenants du grand banditisme, qui sont des hommes armés, terro-criminels au modus operandi quasi constant, se déplaçant à bord de pick-up, de tricycles ou sur des motos et opérant en quasi-impunité, à visage découvert ; une guerre larvée contre incertitude et anonymat d'attaques menées par ces HANI et des Groupes Armés Terroristes (G.A.T.), plus des Milices et des Groupes d'autodéfense. Ici, « Terrorisme = Attaques (de mosquée) + Violence + Prise de contrôle de stocks et secteurs (agricoles, élevage, etc.) + gouvernance locale partagées par des Coupeurs de route, voire de *vigilances* (groupes d'autodéfense villageois) », comme les *koghwéogo* au Burkina Faso, qui pallient l'absence de l'État en s'érigeant en police rurale, et aussi en système judiciaire et pénal parallèle au sein duquel s'inscrivent divers abus pouvant aller jusqu'à la commission de délits et crimes graves à l'encontre de ceux qu'ils sont chargés de protéger. L'insécurité (*globale et ponctuelle*) y est bien présente par manque de contrôle, explosion démographique⁵⁹ et crises alimentaires qui l'accompagnent, concentration des terres et du bétail où cohabitent difficilement agriculteurs et éleveurs, en sus d'un important flux de migrations (déplacés internes et externes) des campagnes vers les villes et mégapoles (inemploi, criminalité, etc.) propice à l'insécurité et au développement d'autres formes de violence, constituant un frein au développement, nuisant aux investissements et activités socio-économiques, ainsi qu'une conséquence du mal-développement, au sein d'une sécurité nationale malmenée. Ainsi, compte tenu de la détérioration de la situation sécuritaire en Afrique⁶⁰ et dans la région du Sahel, une approche centrée sur la sécurité au sens spécifique de la criminalité ne sera pas suffisante à elle seule pour apporter une paix et une stabilité durables en Afrique subsaharienne comme dans le Sahel, même si certains projets y réussissent partiellement, comme le projet GARSISAHEL62. En conséquence de quoi, il importe de mettre en place et de conduire à

59. Le Niger, par exemple, est passé de 4 millions d'habitants à l'indépendance en 1960, à près de 16 millions aujourd'hui ; Véron Jean-Bernard, « Crises et conflits au Sahel : état des lieux et enjeux économiques », *Gouvernance, partenariat, participation, développement et équité en Afrique subsaharienne*, 2014.

60. Guillaume Laurent (direction), *Africa connection – La criminalité organisée en Afrique*, La Manufacture du livre, 23 mai 2019, 256 p.

bien des stratégies globales sécuritaires pour résoudre les problèmes structurels qui alimentent l'extrémisme violent. Le développement durable et l'accès aux services de base (Éducation, santé, etc.), doivent rester au cœur des actions de renforcement et de déploiement des institutions étatiques et en constituer une priorité⁶¹. Ainsi, face à la violence intercommunautaire, un représentant des États-Unis a reconnu les efforts de la C.E.D.E.A.O., dont le travail constitue à la fois une solution pour combattre l'insécurité au Sahel et un modèle à suivre et à copier pour l'Afrique, à travers leur préparation et élaboration au sein d'un programme spécifique, mesuré et efficient, ainsi que de l'U.N.O.W.A.S. afin de promouvoir sécurité et stabilité à long terme dans tout le Sahel.

Face à cette crise sans précédent, nous pouvons considérer trois *scenarii* pour l'avenir : Un premier *Tendanciel*, sans changement, avec un *statu quo* ; un deuxième s'adaptant à un scénario du Mieux au sein d'un nouveau contrat social gagnant-gagnant ; et un troisième avec l'aggravation au cœur d'un état boiteux, inactif, laissant la place à d'autres acteurs non étatiques ; ce qui sied le plus à la globalisation réclamée par la Mondialisation en marche à travers une criminalité mondiale orchestrée par les plus hautes sphères. La tendance de la *doxa* mondialiste actuelle s'oriente vers un totalitarisme d'une envergure jamais atteinte. Des impies règnent sur ce monde. La mondialisation aujourd'hui est un paradoxe ! Notre étude constitue une preuve que tout comme au sein de la Criminalité internationale, la mondialisation est en marche. Et le crime international va plus vite que la justice internationale ! À qui profite le crime ? Pourquoi ? « Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas » déclare André Malraux. Même si le constat ici est plus pessimiste qu'optimiste, il nous faut aller de l'avant et poursuivre notre démarche pour amener le monde vers la justice et la paix, autant que faire se peut. Ne serait-il pas temps, ici et maintenant, de « porter la Justice jusqu'à la victoire » comme l'évoque le Christ Jésus⁶². Très vraisemblablement, un proche avenir nous le dira. Veut-on vraiment aider l'Afrique à se sauver et se stabiliser, ou continuer à en absorber impunément ses ressources naturelles par corruption interposée, et sa population, à travers les nouvelles migrations conduites par la Criminalité internationale entretenues au plus haut niveau de la planète pour mieux l'asservir ? C'est la question à laquelle il faudra répondre. ■

61. Mme Buenostro Massieu, in « Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel », du Secrétaire général sur la question, présenté par son Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Conseil de sécurité des Nations unies, Distribution générale 28 juin 2021 Français, S/2021/612 Original : anglais.

62. Évangile de Matthieu, 12 : 20.

Éléments bibliographiques

- Carter Raymond H. A., *Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of 'Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa*, Ph. D. degree of Doctor thesis in International Relations & Diplomacy, Académie de Paris, EHEIP-CEDS), 18th November 2022 à Paris-Défense, p. 297-304.
- *Proverbes*, 14 : 34. « La justice élève une nation, mais l'injustice est la honte des peuples ».
- Jean Jean-Paul, *Le système pénal*, Paris, La Découverte, 2008.
- Sweeten G., Piquero A.R. et Steinberg L., *Age and the explanation of crime*, revisited, J. Youth Adolesc. 2013, 42 (6) : 921-38).
- Burgess Ernest W., « L'étude du délinquant en tant que personne », *Déviance et Société* 2003/2 (Vol. 27), pp. 111 à 130.)
- Bourque Alain, « Les changements climatiques et leurs impacts », *VertigO*, la revue électronique en science de l'environnement, Vol. 1 n° 2, septembre 2000.
- Carter, Raymond H. A., « Le tribunal pénal internationale pour l'ex-Yougoslavie », préf. Jean Pradel, Paris, L'Harmattan, 2014
« Procédure au sein du Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie », Doctorat en Science Judiciaire, Droit pénal international, Université de Poitiers, 2001–2004.
- Lussier Patrick, « Trajectoires criminelles et récidive des délinquants sexuels adultes : l'hypothèse "statique" revue et corrigée », *Revue Criminologie*, Montréal, Les Presses universitaires de Montréal, Vol. 43, n° 2, Automne 2010.
- Carter Raymond H. A., *Pharmacodépendance et Pharmacodélinquance*, préf. R. Bourdon et L. Hovnanian, Paris, Chiron 1990.
- Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), *Rapport 2016*, l'UNODC, Nations Unies, 2016.
- Carter Raymond H. A., « Évolution et lutte contre la production, la consommation et le trafic des drogues en Afrique subsaharienne », Doctorat, Université de Nice Sophia–Antipolis, Faculté de droit, Sciences économiques et gestion, 1991 – 1994 ;
- Valverde Benjamin, *Le Trafic illicite d'armes légères*, DESS de géopolitique, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne/ENS, p. 9.
- *Évaluation binationale de la traite de personnes*, Canada/États-Unis, 2006, PS4-228-2006-fra.pdf (PDF, 850 Ko).
- Carter, Raymond H. A., « Vers un développement de la culture illicite du Papaver somniferum L. en Afrique subsaharienne », Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, Laboratoire d'ethnobiologie-biogéographie, thèse de doctorat sous la direction du Professeur Yves Monnier, Juin 1995 (non soutenue).
- Doucin Michel, *La corruption, atteinte aux droits de l'Homme, l'Afrique incertaine*, fiche d'analyse Irenees.net, Paris, mars 2005 ; https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-605_dr.html

- Colloque CNES/Banque mondiale, *Gouvernance. Libertés Economiques. Pauvreté*. « Le coût de la corruption », Alger, Palais des Nations, 3 février, 2007
- Klitgaard Robert, *Controlling Corruption*, University of California Press, 7 mars 1988.
- Lenglet Robert, Touly Jean-Luc, *L'eau des multinationales. Les vérités inavouables* », Paris, Fayard, 2005.
- Madelin Philippe, *L'Or des dictatures*, Paris, Fayard, 1993.
Dossier I ... comme Immobilier, Paris, A. Moreau, 1974.
- Thiollet Jean-Pierre, *Beau linge et argent sale*, Anagramme éd., 2002
Les dessous d'une Présidence, Anagramme éditions, 2002.
- Livre de l'Exode, chap. 20, versets 2 à 17.
- Wieland Robert J., *Un Nouveau regard sur la Loi de Dieu – Comment les 10 commandements deviennent une bonne nouvelle*.
- Carter Raymond H. A., « *Improving prevention Protection against terrorism and other criminal attacks on schools and educational institution* » in International Journal on Criminology – Spring 2017, vol. 5, n° 1, p. 79-92
- Carter Raymond H. A., « La piraterie maritime, à la fois “brigandage” et “terrorisme maritime” dans le Golfe de Guinée et en Côte d'Ivoire », Pascal Chaigneau (dir.), *Enjeux Diplomatiques et Stratégiques 2013*, Centre d'Études Diplomatiques et Stratégique (CEDS), p. 321 à 330.
- Hoffman, B., Hoffman D.K. (1995). “The Rand-St Andrews Chronology of International Terrorism, 1994.” *Terrorism and Political Violence*, 7: 178-229.
- Émile Durkheim, *De la Division du travail social*, Paris, PUF, (1893), 12^e éd., 1960.
- Deffarges Thierry, « Sur la nature et les causes du terrorisme », *Revue Tiers Monde*, vol. 44, n° 174, 'Entendre les violences' (avril-juin 2003), publication de la Sorbonne, p. 369-392.
- Bigo, Didier, “*Internal and External Security(ies): The Möbius Ribbon. Identities, Borders, Orders. M. Albert, D. Jacobson and Y. Lapid*”. Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001, p. 91-116.
- Hermant Daniel, Bigo Didier, « Un terrorisme ou des terrorismes ? », *Esprit*, n°94/95 (10/11), 1984, p. 23-37 ; <https://www.jstor.org/stable/24271874>.
- Carter Raymond H. A., « Le terrorisme international peut-il être combattu plus efficacement. Prévention et information sont nécessaires pour faire reculer cette insécurité et affronter au mieux cette ‘guerre moderne’ », *Valeurs actuelles*, 14 Avril 2016, p. 92.
- Carter Raymond H. A., *La Sécurité des Transports, les transports face aux risques et menaces terroristes*, Paris, P.U.F., *Questions judiciaire*, 2008.
- Bueno de Mesquita Bruce, *Predicting Politics*, Columbus, OH: Ohio State University Press, 2002.
- Choquet Christian, « Terrorisme, criminalité organisé et défense », *Droits et Défense*, Beychac-et-Caillau, Lavauzelle, 2001/2.
- Krueger Alan B., Malec̣kova Jika, “Education, Poverty and Terrorism: Is there a Causal Connection?”, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 17, n° 4, Fall 2003, p. 119-144.

- Carter Raymond H. A., « *Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa* », *op. cit.*
- Halliez Grégoire, « *La Mondialisation du Crime, le vrai crime de la mondialisation ?* », les dossiers des Yeux du monde, n°5, p. 1/13, Mai 2014.
- Caruana Galizia Matthew, « *Comment l'internationalisation du crime organisé et de la corruption a tué notre mère* » Lejecos, mercredi 30 janvier 2019 ; traduit de l'anglais par Patrice Horovitz.
- Morgan H. Lewis, « *Ancient Society* », New York, Henry Holp, 1877.
- Radcliffe-Brown A. R., préf. in *Systèmes politiques africains*, Meyer-Fortes, Evans-Pritchard, Eds., Paris, P.U.F., [1940] 1964, p. 21.
- Bouchard Gérard, « *Les nations savent-elles encore rêver ?* », Montréal, Boréal, 2019, p. 342.
- Alderson Kelly, Meale Élisabeth, « *Industrie extractives. Vue d'ensemble* », Banque mondiale, 15 septembre 2015.
- Tertrais Bruno (dir.), « *Atlas militaire et stratégique* », Paris, Autrement, 2008.
- « Mokhtar Belmokhtar : dernière cartouche pour 'Mister Marlboro' ? », *Libération*, 15 juin 2015.
- Kehoe-Down Aisha, CENOZO, Gaston Sawadogo, Tom Stocks, "British American Fights Dirty In West Africa", OCCRP, 8 Avril 2021.
- Collot Nadia, *L'industrie du tabac organise la contrebande*, L'Internaute, Avril 2006 ; <http://www.linternaute.com/cinema/chat/06/collot/retranscription.shtml>
- Hugon Philippe, « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodote*, vol. 3, n° 134, 2009, p. 63-79.
- Berg Eugène, « La nouvelle géopolitique des conflits », *Géoéconomie*, vol. 5, n° 72, 2014, p. 215-230.
- Marty-Gauquié Henry, « La Communauté internationale et le Printemps arabe : aspects économiques », *Convention-s.fr*, 28 février 2013.
- Charillon Frédéric, « L'après Printemps arabe dans les relations internationales. De l'espoir politique à l'inquiétude stratégique ? », *diploweb.com*, 27 mars 2013.
- Gallet Archibald, « Les enjeux du chaos libyen », *Politique étrangère*, sur *ifri.org*, 2015.
- Hofnung Thomas, « Un arc de crise jihadiste », *Libération*, 23 septembre 2013.
- L'Hôte Mathilde, « Djihadisme en Afrique : le terrorisme oublié 2/2 », *Le journal international*, 24 mai 2016.
- Abderrahmane Abdelkader, « Terrorisme et trafic de drogues au Sahel », *Le Monde*, 19 juillet 1912.
- Eurorient, *L'Iran paradoxal : un péril ou en péril ? Dogmes et enjeux régionaux*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- Laurent Dupuis, « Les 18 principaux groupes islamistes armes du monde », *La Croix*, 23 septembre 2014.
- *Global terrorism index 2015*, Institute for economics and peace.

- Véron Jean-Bernard, « Crises et conflits au Sahel: état des lieux et enjeux économiques », *Gouvernance, partenariat, participation, développement et équité en Afrique subsaharienne*, 2014.
- Guillaume Laurent (dir.), *Africa connection. La criminalité organisée en Afrique*, Paris, La Manufacture du livre, 23 mai 2019, 256 p.
- *Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*», Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Conseil de sécurité des Nations unies, 28 juin 2021 S/2021/612.
- Matthieu, 12 : 20.